



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Internationale socialiste des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Les femmes et les filles rurales représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole mondiale et dans certaines régions telles que l'Asie du Sud, près de 70 % de celles qui occupent un emploi travaillent dans le secteur agricole. Ces femmes apportent des connaissances approfondies et spécialisées, un savoir-faire en matière de gestion des terres, sans parler de l'effort physique que requiert la production de produits alimentaires et de matières premières destinées à un large éventail de secteurs, tels que la confection, qui contribuent notablement à l'économie locale et nationale. Moyennant l'appui voulu, elles peuvent réaliser leur plein potentiel tout en aidant à créer et développer des solutions efficaces sur le plan de la sécurité alimentaire mondiale dans l'intérêt de toutes les sociétés.

Les femmes rurales apportent, de plus, leur pierre à l'édifice social en se rendant indispensables de multiples façons dans des tâches essentiellement non rémunérées, ce qui met beaucoup d'entre elles en situation de désavantage disproportionné sur le plan économique. Elles demeurent, dans de nombreuses sociétés, les principales dispensatrices de soins, cumulant notamment les charges de garde d'enfants, de pourvoyeuse de l'eau, de cuisinière et de cheville ouvrière du tissu social, tâches auxquelles elles consacrent l'essentiel de leur temps. Dans certaines communautés, aller chercher l'eau peut leur demander plus de sept heures par semaine, qui s'ajoutent à toutes les heures passées à travailler la terre et à s'occuper des autres.

Le Programme d'action de Beijing et les objectifs du Millénaire pour le développement reconnaissent la contribution considérable, d'importance vitale, qu'apportent les femmes rurales au développement durable des sociétés et à l'économie mondiale. Pourtant, des millions de femmes rurales continuent au quotidien de devoir faire face à d'extrêmes difficultés, alors qu'elles sont privées des droits les plus fondamentaux, comme le droit d'être protégées de la violence domestique et sociétale, le droit d'accéder à des ressources essentielles comme la propriété foncière, le droit de percevoir, à travail égal, un salaire égal, les aides financières aux entreprises et l'accès à l'éducation. Beaucoup trop de femmes, en outre, n'ont toujours pas voix au chapitre dans le débat politique national et local et se voient empêchées de peser sur les décisions clefs qui touchent à leur bien-être, à leurs moyens de subsistance et à leurs perspectives d'avenir.

L'Internationale socialiste des femmes appelle à l'adoption de mesures immédiates pour soulager les souffrances et la misère de millions de femmes rurales et de leurs familles. La gravité des conséquences qu'a la pauvreté sur la santé des femmes et des filles en milieu rural, celle de leurs enfants et des autres personnes dont elles ont la charge, tels les parents âgés, ainsi que sur leurs rêves d'avenir et sur leur potentiel, est aussi immense que choquante. Dans l'intérêt du développement durable, de la paix et de la stabilité dans le monde, il est d'une importance vitale de soutenir de toute urgence l'élaboration et la mise en œuvre de solutions locales et d'initiatives visant à mettre fin à l'oppression et à la pauvreté des femmes et des filles rurales. Faute de quoi, la poursuite des progrès vers l'égalité des sexes et l'avènement du modèle de société sans discrimination sexiste ambitionné, pour le bien de tous, seront sévèrement compromis.

Les femmes rurales sont tout à fait capables de se réaliser pleinement et d'être pourvoyeuses d'idées et de solutions face aux problèmes touchant leur environnement, y compris de réponses au problème des changements climatiques, ainsi que de prendre des initiatives pour optimiser la productivité agricole.

Moyennant les outils et les financements voulus, les réseaux et coopératives de femmes peuvent être – et ont déjà été – à l’origine de progrès impressionnants. Les liens tissés sur le long terme et l’échange de connaissances et de données d’expérience renforcent, chez les femmes, l’estime de soi, la solidarité et l’autonomisation, ce qui est essentiel pour accélérer le processus de transformation à long terme.

Il est indispensable que les femmes et les filles rurales puissent se faire entendre haut et fort pour amener des changements positifs au sein de structures juridiques peu enclines à la parité entre les sexes, comme dans les normes culturelles et dans l’image que l’on a globalement des femmes dans leur milieu de vie. L’Internationale socialiste des femmes est fermement convaincue qu’il est indispensable d’encourager une participation politique active des femmes rurales aux niveaux local et national pour amener la normalisation qui s’impose en matière d’égalité entre les sexes et opérer ainsi un réel changement dans leur vie quotidienne. Il est donc essentiel, pour instaurer une égalité effective entre les sexes, d’encourager et de soutenir une participation politique probante des femmes rurales. Cette participation effective des femmes peut être un puissant moteur de changement, qu’il s’agisse pour elles de présider des réunions de collectivités locales, de créer des collectifs de femmes ou de se présenter aux élections locales ou nationales.

Les défis de l’engagement politique, pour nombre de femmes rurales, sont multiples. Dans certaines régions, les mœurs traditionnelles et les normes culturelles constituent de puissants obstacles à cette participation. Les femmes et les filles ne sont pas considérées comme à leur place dans la prise de décisions et leur immense contribution n’est pas reconnue, de sorte qu’elles se trouvent exclues des débats. Il y a également des considérations pratiques à prendre en compte, telles que le manque de temps, lié à leurs autres responsabilités, le manque de moyens de transport pour aller assister à des manifestations, ou le manque d’accès aux informations et aux services susceptibles de les aider.

Les outils de loin les plus efficaces pour aider les femmes rurales à conquérir leur autonomie, prendre part à la vie locale et mondiale et y tisser des liens sont les technologies Internet et le téléphone cellulaire. Des régions auparavant isolées du reste du monde peuvent désormais communiquer facilement et régulièrement. Des pans entiers de la vie s’en sont trouvés révolutionnés, puisque l’on peut désormais, par exemple, communiquer en temps voulu pour avertir de dangers imminents et par conséquent sauver des vies, faciliter les contacts entre producteurs et acheteurs et améliorer les compétences et les connaissances des femmes rurales. Il est de plus en plus fréquent de voir des communautés reculées, en montagne, ou sur des exploitations avoir accès aux informations, aux vidéos, aux idées et ressources nouvelles ainsi qu’aux services bancaires et financiers sans avoir à voyager pour le faire. Cette facilité d’accès et d’interaction a déjà complètement transformé la vie de millions de femmes rurales dans un laps de temps relativement court et les a aidées à progresser vers l’indépendance économique et sociale.

L’accès à une information d’importance cruciale sur la santé sexuelle et la grossesse, ainsi qu’à des actualités ou des prestations éducatives sur les questions agricoles, politiques ou climatiques permet d’améliorer radicalement la vie des femmes et des filles rurales, qui sont enfin à même de donner la mesure de leur potentiel. Les femmes se sentent également encouragées à prendre des décisions en connaissance de cause à la fois dans leur travail et leur vie personnelle, ce qui contribue non seulement, on le sait, à améliorer leur situation sanitaire et financière

et leur avenir, mais également ceux de leurs enfants, et plus particulièrement de leurs filles.

Il reste encore beaucoup à faire, notamment pour que les services Internet et de téléphonie cellulaire proposés localement soient abordables pour les femmes et les filles, mais ces outils offrent d'ores et déjà un immense potentiel de changement pour une transformation fondamentale et rapide. L'Internationale socialiste des femmes appuie fermement la poursuite du développement des technologies qui ouvrent la voie à la fin de l'isolement des femmes et des filles en milieu rural et elle appelle à l'accroissement des financements afin que de nouveaux progrès soient engagés et mis en œuvre dans ce domaine à l'échelle mondiale.

L'idéal d'un monde respectueux de l'égalité des sexes, où les hommes et les femmes réalisent pleinement leur potentiel sans crainte de la violence sexiste et accèdent sur un pied d'égalité aux ressources financières et éducatives est au cœur de ce que croit l'Internationale socialiste des femmes et de ce vers quoi elle tend. À cette fin, l'Internationale socialiste des femmes exhorte tous les États Membres, les entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et la société civile à s'atteler à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions aux problèmes que rencontrent beaucoup trop de femmes rurales, et en particulier à soutenir financièrement les femmes et à consacrer des ressources aux zones rurales défavorisées, ainsi qu'à hâter le plein développement et l'indépendance financière des femmes et des filles dans toutes les communautés rurales du monde entier.

L'Internationale socialiste des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, s'engage de nouveau à soutenir l'autonomisation économique de toutes les femmes et de toutes les filles en continuant d'examiner ces questions dans ses réunions et en encourageant ses 140 organisations membres à faire activement campagne et à plaider en ce sens dans leurs pays respectifs ainsi qu'à réclamer de leur gouvernement la mise en œuvre de politiques, de lois et d'initiatives en faveur de l'autonomisation économique effective des femmes. L'Internationale socialiste des femmes s'engage à contribuer efficacement à la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme.

L'Internationale socialiste des femmes saisit cette occasion pour inviter tous les États Membres à prendre les mesures suivantes :

- Encourager les femmes rurales à prendre part au débat politique national et local, à faire entendre plus fortement leur voix afin que soient prises en compte les questions et préoccupations d'intérêt local présentant une importance particulière pour les femmes, et à faire campagne en faveur du financement et du développement des initiatives et des lois promouvant et pérennisant l'autonomisation économique des femmes rurales ;
- Mieux faire comprendre par l'éducation et dans le débat politique et les médias locaux et nationaux la contribution inestimable qu'apportent les femmes rurales à la cohésion sociale et à la prospérité économique durable des communautés et des pays afin d'encourager et de soutenir une évolution des normes culturelles vers la correction des inégalités actuelles au sein de la société et dans les pratiques et politiques de travail, dans la législation ainsi que dans le cadre de l'action et des financements publics ;

- Exhorter les gouvernements et les collectivités locales à allouer des fonds et à mettre en œuvre des programmes visant à permettre aux femmes et aux filles rurales d'accéder, pour un prix modique, aux nouvelles technologies et aux médias sociaux, et notamment au matériel – ordinateurs et téléphones cellulaires – pour ce faire, ainsi qu'à une formation leur donnant la possibilité d'exploiter pleinement les prestations offertes par toutes les plateformes technologiques pertinentes sur le plan de l'apprentissage, des connaissances et des communications.
-